

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1369. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES  
(Loire-Atlantique)  
(29 avril 1985)**

*(Bulletin officiel n°1986-50 bis)*  
(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,  
*Journal officiel* du 5 juillet 1987)

---

**ACCORD DU 23 MARS 2011  
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1150638M

IDCC : 1369

Entre :

L'UIMM de Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC métaux 44 ;

L'USM CGT-FO,

D'autre part,

il a été décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Taux effectifs garantis annuels du personnel non cadre  
à partir de l'année 2011*

Les parties conviennent de fixer comme suit le barème des taux effectifs (TEG) annuels à partir de l'année 2011, tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
I	1	140	1	16 538
	2	145	2	16 543
	3	155	3	16 556
II	1	170	4	16 637
	2	180	5	16 663
	3	190	6	16 792
III	1	215	7	17 292
	2	225	8	17 624
	3	240	9	18 259
IV	1	255	10	18 956
	2	270	11	19 841
	3	285	12	20 886
V	1	305	13	22 401
	2	335	14	24 909
	3	365	15	27 680
	3	395	16	30 329

Conformément à l'article 18, partie B, paragraphe 10, de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, paragraphe 7 de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG correspondant à sa classification.

## Article 2

### *Enregistrement et dépôt*

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Herblain, le 23 mars 2011.

(Suivent les signatures.)